

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
REMERCIEMENTS.....	7
PRÉFACE	9
LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	17
PLAN GÉNÉRAL	23
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	25

PROLÉGOMÈNES

PREMIÈRE NOTION : LA DETTE ÉTATIQUE	39
CHAPITRE I. – <i>Un outil de financement</i>	41
CHAPITRE II. – <i>Une brève histoire récente du financement étatique</i>	45
CHAPITRE III. – <i>Une dette polymorphe</i>	51
Section 1. – La dette interne et la dette externe	51
Section 2. – La dette externe publique et la dette externe privée..	54
CHAPITRE IV. – <i>L'importance de l'endettement étatique</i> <i>sur les marchés financiers</i>	57
CHAPITRE V. – <i>Le marché secondaire</i>	63
CHAPITRE VI. – <i>La soutenabilité de la dette</i>	67
Section 1. – L'aspiration	67
Section 2. – Les concrétisations	77
Sous-section 1. – <i>Une concrétisation majeure,</i> <i>l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés</i>	79
Sous-section 2. – <i>Un groupe important, le Club de Paris</i>	88
DEUXIÈME NOTION : LE DÉFAUT	91
CHAPITRE I. – <i>Le contexte</i>	93
CHAPITRE II. – <i>Une prérogative souveraine</i>	97
CHAPITRE III. – <i>Les conséquences</i>	101

TROISIÈME NOTION : LA RESTRUCTURATION.....	103
CHAPITRE I. – <i>La notion</i>	105
CHAPITRE II. – <i>Les difficultés</i>	113
CHAPITRE III. – <i>Quelques principes, règles et bonnes pratiques</i>	117
QUATRIÈME NOTION : LES CRÉANCIERS RÉCALCITRANTS.....	123
CHAPITRE I. – <i>Le refus</i>	125
CHAPITRE II. – <i>Les contentieux</i>	129

PARTIE I

LE CONSTAT D'UN PROBLÈME

INTRODUCTION DE LA PARTIE I	145
-----------------------------------	-----

PARTIE I – SOUS-PARTIE 1

LA DESCRIPTION DU PHÉNOMÈNE

INTRODUCTION DE LA PARTIE I – SOUS-PARTIE 1	149
---	-----

TITRE I. — Quelques contentieux emblématiques	151
---	-----

CHAPITRE I. – <i>Un exemple saillant, NML Capital Ltd. c. la République argentine</i>	155
Section 1. – Le défaut de 2001	155
Section 2. – Les restructurations de 2005 et 2010	158
Section 3. – Les procès.....	163
Section 4. – Le défaut de 2014	167
Section 5. – L'accord de 2016	170

CHAPITRE II. – <i>Elliott Associates c. la République du Pérou</i>	175
--	-----

CHAPITRE III. – <i>Donegal International Ltd. c. la République de Zambie</i> ..	179
---	-----

CHAPITRE IV. – <i>FG Hemisphere Associates LLC c. la République démocratique du Congo</i>	183
---	-----

CHAPITRE V. – <i>Kensington International Ltd. c. la République du Congo</i>	189
--	-----

CHAPITRE VI. – <i>Hamsah Investments Ltd. et Wall Capital Ltd. c. la République du Libéria</i>	191
--	-----

CHAPITRE VII. – <i>LNC Investments Inc. c. la République du Nicaragua</i> ..	193
--	-----

CHAPITRE VIII. – <i>D'autres débiteurs souverains attaqués</i>	195
--	-----

TITRE II. — La notion de « fonds spéculant sur les dettes souveraines en difficulté »	199
---	-----

CHAPITRE I. – <i>Le contexte d'émergence des activités spéculatives et leurs incitants</i>	201
--	-----

CHAPITRE II. – <i>Les définitions données</i>	205
---	-----

CHAPITRE III. – <i>Les caractéristiques du modèle économique</i>	209
--	-----

Section 1. – Le rachat de dettes ébranlées	211
Section 2. – L’agressivité et la détermination	213
Section 3. – L’opacité.	220
CHAPITRE IV. – <i>La préoccupation des Nations Unies</i>	225
CHAPITRE V. – <i>Les reproches</i>	229
Section 1. – Le profit immoral	229
Section 2. – Le risque pour les restructurations.	235
Section 3. – La perturbation du bon fonctionnement de l’État.	237
CHAPITRE VI. – <i>Les mérites</i>	241
Section 1. – La liquidité et le coût du capital.	241
Section 2. – La surveillance.	244
CONCLUSION DE LA PARTIE I – SOUS-PARTIE 1	251

PARTIE I – SOUS-PARTIE 2

LES PRINCIPES JURIDIQUES MOBILISÉS

INTRODUCTION DE LA PARTIE I – SOUS-PARTIE 2	257
TITRE I. — L’attaque	259
CHAPITRE I. – <i>Le principe pacta sunt servanda</i>	261
CHAPITRE II. – <i>La clause pari passu</i>	267
Section 1. – Le contenu	267
Section 2. – L’écho jurisprudentiel	270
Sous-section 1. – <i>L’arrêt de la cour d’appel de Bruxelles de 2000</i>	270
Sous-section 2. – <i>L’injonction new-yorkaise de 2012</i>	273
Section 3. – Les critiques et les adaptations suggérées	281
TITRE II. — La défense.	289
CHAPITRE I. – <i>La souveraineté</i>	291
Section 1. – Les immunités	292
Sous-section 1. – <i>L’immunité de juridiction</i>	294
A. – La relativité	296
A.1. – La Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens.	297
A.2. – Le <i>Foreign Sovereign Immunities Act</i> étatsunien.	299
A.3. – Le <i>State Immunity Act</i> britannique	301
A.4. – La nature particulière des dettes souveraines.	302
A.5. – La particularité des mesures adoptées en relation avec les dettes souveraines	306

B. – La renonciation	308
Sous-section 2. – <i>L'immunité d'exécution</i>	310
A. – L'autorisation judiciaire préalable	313
B. – L'exception commerciale	314
C. – La renonciation	320
D. – L'affectation de certains biens	322
E. – Le régime particulier des biens à fonction diplomatique	323
F. – Le régime particulier des avoirs des banques centrales	328
Section 2. – Les doctrines de l' <i>act of State</i> et de la <i>comity</i>	331
CHAPITRE II. – <i>L'impossible spéculation</i>	339
Section 1. – <i>La champerty</i>	339
Section 2. – L'abus de droit	343
Section 3. – Le retrait litigieux	345
CHAPITRE III. – <i>La prééminence de l'intérêt général</i>	349
Section 1. – L'ordre public	349
Section 2. – L'état de nécessité	354
Section 3. – Le concept de dette odieuse	358
CONCLUSION DE LA PARTIE I – SOUS-PARTIE 2	363
CONCLUSION DE LA PARTIE I	369

PARTIE II

LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION MESURÉE ET SUR MESURE

INTRODUCTION DE LA PARTIE II	375
--	-----

PARTIE II – SOUS-PARTIE 1

LES SOLUTIONS EXISTANTES

INTRODUCTION DE LA PARTIE II – SOUS-PARTIE 1	381
TITRE I. — Les solutions indirectes	383
CHAPITRE I. – <i>La réglementation des restructurations</i>	385
Section 1. – La carence	386
Section 2. – Les tentatives	388
Section 3. – Les caractéristiques essentielles	395
CHAPITRE II. – <i>Les clauses d'action collective</i>	399
Section 1. – La notion	399

Section 2. – La nomenclature	403
Section 3. – Les faiblesses	406
TITRE II. – Les solutions directes	411
CHAPITRE I. – <i>Les Bills to prevent speculation and profiteering in the defaulted debt of certain poor countries étatsuniennes</i>	413
Section 1. – Le contexte	413
Section 2. – Le mécanisme	415
Section 3. – Les personnes et les dettes concernées	420
CHAPITRE II. – <i>Le Debt Relief (Developing Countries) Act britannique</i>	425
Section 1. – Le contexte	425
Section 2. – Le texte retenu	430
Section 3. – Le mécanisme	435
Section 4. – Les personnes et les dettes concernées	441
Section 5. – La place de la loi	448
CHAPITRE III. – <i>La loi belge relative à la lutte contre les activités des fonds vautours</i>	453
Section 1. – La réglementation de certaines saisies et voies d'exécution	453
Sous-section 1. – <i>La loi du 19 novembre 2004</i>	454
Sous-section 2. – <i>La loi du 6 avril 2008</i>	456
Section 2. – Le contexte	461
Section 3. – Le mécanisme	465
Section 4. – Les critères	469
Sous-section 1. – <i>La disproportion manifeste</i>	471
Sous-section 2. – <i>Les critères complémentifs et alternatifs</i>	473
Sous-section 3. – <i>L'appréciation des critères</i>	481
Section 5. – Les personnes et les dettes concernées	486
Section 6. – La place de la loi	489
CHAPITRE IV. – <i>L'article 60 de la loi française n° 2016-1961, dite la « loi Sapin II »</i>	493
Section 1. – La proposition de loi visant à lutter contre l'action des fonds financiers dits « fonds vautours »	493
Section 2. – Le contexte	496
Section 3. – Le mécanisme	504
Section 4. – Les personnes et les dettes concernées	515
Section 5. – Les applications temporelle et territoriale	517
CHAPITRE V. – <i>La conformité des lois nationales au droit supranational</i>	519
Section 1. – L'article premier du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme	520

Sous-section 1. – <i>La notion de « biens »</i>	523
Sous-section 2. – <i>La légalité de l'atteinte</i>	525
Sous-section 3. – <i>L'utilité publique et l'intérêt général</i>	527
Sous-section 4. – <i>La proportionnalité</i>	532
Section 2. – L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme	537
Sous-section 1. – <i>L'acceptable atteinte</i>	537
Sous-section 2. – <i>Un triple satisfecit</i>	540
CONCLUSION DE LA PARTIE II – SOUS-PARTIE 1	545
 PARTIE II – SOUS-PARTIE 2 UNE PROPOSITION 	
INTRODUCTION DE LA PARTIE II – SOUS-PARTIE 2	549
TITRE I. — La philosophie	551
CHAPITRE I. – <i>Une demande à entendre</i>	553
CHAPITRE II. – <i>La pertinence d'une réglementation sur mesure</i>	557
CHAPITRE III. – <i>L'argument cardinal de la soutenabilité des dettes souveraines</i>	567
CHAPITRE IV. – <i>L'engagement</i>	575
TITRE II. — Les traits saillants à retenir et les écueils dont se garder	579
CHAPITRE I. – <i>Une appréhension de la nuance</i>	581
CHAPITRE II. – <i>La limitation des réclamations</i>	583
CHAPITRE III. – <i>Les acteurs et les dettes concernés</i>	595
CHAPITRE IV. – <i>L'amélioration du contexte</i>	605
CONCLUSION DE LA PARTIE II – SOUS-PARTIE 2	609
CONCLUSION DE LA PARTIE II	611
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	613
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	617
INDEX	667
TABLE DES MATIÈRES	669